

CIBLE

Belgique

Proclamation par la Flandre de son indépendance, fuite du roi et de la reine vers Kinshasa... Tel était le thème de l'émission de politique-fiction diffusée par la Radio-télévision belge francophone le 13 décembre, selon une mise en scène qui présentait les apparences de la vérité.

Il a fallu ce canular de très mauvais goût, qui a provoqué en Belgique une intense émotion sur laquelle nous reviendrons, pour que les grands médias français s'intéressent pendant 48 heures à la situation politique du royaume qui est notre tout proche voisin.

Cette réaction illustre l'attitude paradoxale des principaux médias français :

- ils tiennent sur l'Union européenne un discours ultra-libéral parfaitement dogmatique, répètent que les nations sont « dépassées » et dénoncent comme « populistes » ceux qui disent le contraire ;

- ils jettent sur la France un regard strictement parisien, plaquent sur le monde des schémas franchouillards et réduisent nos plus proches voisins (belges, italiens, espagnols, allemands) à d'humiliants clichés.

Le temps de la paresse et du mépris n'a que trop duré.

ULTRA CONCURRENCE

Il faut protéger l'Europe

Proche-Orient

**Guerre
au Liban**

p. 6-7

Idées

**Simone
Weil**

p. 9

Staline, reviens vite !

Entre militaires, on finit toujours par s'entendre : le colonel Sponz a écrit au Maréchal Staline pour qu'il rassemble dans l'unité et dans la paix les antilibéraux qui sont à la gauche de la gauche.

Cher camarade Staline, Tu ne peux pas continuer à te lisser la moustache dans ton Paradis rouge (1) en regardant les antilibéraux français se débattre dans les jeux stériles qui les conduiront une nouvelle fois à la défaite.

Regarde tes bons communistes, comme ils sont à la peine ! Et prends pitié de ces militants vertueux, qui refusent de pactiser avec les social-traîtres regroupés autour de Ségolène Royal : ne veulent-ils pas construire, comme ils disent dans leur langage fleuri, une véritable unité à la gauche de la gauche ? Tu noteras que l'inflation du verbe « construire » dans leur purée de langue de bois, s'accompagne dialectiquement d'un processus de déconstruction qui pourrait aller jusqu'à l'écèlement de la bulle antilibérale.

Cela, tu ne peux pas le laisser faire !

Tu me diras que les dirigeants de la gauche de la gau-

che s'y sont pris comme des manches et se sont eux-mêmes enfermés dans l'impasse. Par ta bouche parle une fois de plus la Vérité, ô Staline ! Pour désigner leur candidat à la présidentielle, ils ont inventé une règle du *double consensus* qui se résume ainsi : le candidat désigné par le vote des collectifs de base doit être accepté par les chefs de la coalition antilibérale.

Le problème est connu : tous les chefs sont d'accord sur cette procédure parce qu'ils sont persuadés d'être incontestablement élus. Mais les chefs battus sont furieux et ils trouvent toujours le moyen de contester l'incontestable élection. C'est ce qui est arrivé à cette pauvre Marie-George Buffet : dans les collectifs de base, elle a obtenu 70 % des suffrages contre 20 % à Clémentine Autain et 10 % à Yves Salesse.

C'est qui, Clémentine Autain ? C'est celle qui a les cheveux courts et toutes les qualités : jeune, intelligente,

femme, féministe, élue parisienne apparentée communiste, écologiste et qui en plus parle très bien dans les médias.

C'est qui, Yves Salesse ? Le très méritant directeur de la fondation Copernic.

Je devine ce que tu penses, camarade Staline : ce jeu des ego surdimensionnés est le propre des intellectuels petits-bourgeois. Tu as raison, ô Coryphée des sciences psychopathologiques ! Mais tu sauras mieux que quiconque les arracher à leur contradiction :

Ils appliquent le modèle de la démocratie participative (la base décide) mais ils restent consciemment ou inconsciemment fidèles au vieux modèle bolchevique qui a trouvé sa parfaite forme humaine avec le camarade Lénine, avec toi-même et, en France, avec le camarade Thorez de bienheureuse mémoire. Y'a pas à tortiller sa moustache pour en faire une brosse : il faut un chef pour que les bataillons de

fer du prolétariat marchent au pas et remportent la victoire.

Tu vas me traiter une fois de plus de vieille grenouille qui demande un roi. Mais tu t'entendais très bien avec de Gaulle, général monarchiste, pendant la grande guerre patriotique. Alors laisse tomber tes fausses pudeurs marxistes – ce ne serait pas la première fois – et écoute ce que je vais te dire :

Ces jeunes gens et ces vieilles barbes qui se retrouvent à la gauche de la gauche n'ont finalement qu'un seul désir : ils veulent un Maître, un vrai de vrai. Et s'ils n'acceptent pas Marie-George Buffet, c'est qu'elle est trop gentille pour les dresser à l'ancienne, selon les bonnes vieilles méthodes qu'enseignaient tes agents du Komintern.

Reviens, cher camarade Staline, reviens parmi eux. Tu n'as rien à craindre : les trotskystes présentent de leur côté deux candidats et ils ne t'embêteront pas. Les autres antilibéraux t'espèrent et te seront soumis. Reviens leur enseigner « *le socialisme dans un seul pays* », conduis-les à la bataille et tu auras 10 % des voix. Une fois le résultat acquis, remonte dans ton paradis : il ne faut pas aller trop loin car, tu le sais depuis 1944, les Français seront toujours plus gaullistes que staliniens.

Colonel SPONZ

(1) Non, jeunes gens, ce n'est pas le nom d'une boîte branchée du Quartier latin mais la villégiature céleste des vrais héros de l'Union soviétique, dont Nikita Khrouchtchev et Léonid Brejnev sont à jamais exclus.

royaliste 
BIMONATHE - DIRECTEUR POLITIQUE : BERNARD HENRI LÉVY

SOMMAIRE : p.2 : Staline, reviens vite !
- p.3 : Pire que Montebourg - Jeudi-noir
- p.4 : Chevenement - Ils sourient, nous trinquons - p.5 : Du Bronx à Tocqueville - p.6/7 : Guerre au Liban - p.8 : L'agonie de la IV^e République - p.9 : Simone Weil - p.10 : Un anniversaire en or - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Protéger l'Europe.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Pire que Montebourg

Rude et salubre affrontement sur la V^e République entre Michèle Alliot-Marie et Nicolas Sarkozy lors du deuxième forum interrégional de l'UMP, tenu le 15 décembre à Lyon.

Selon sa conviction régulièrement affirmée, le ministre de la Défense a défendu la lettre des institutions de la V^e République : donnant au public militant une image reprise par tous les médias, elle a déclaré que la France actuelle, vue de l'étranger, « c'est la tour Eiffel et Jacques Chirac ». Ce qui est la stricte vérité, telle qu'elle est perçue et affirmée par les peuples du monde entier : la France, c'est le génie industriel - et pas seulement les Lettres - et la figure incarnée de l'État.

Selon notre Constitution - mais nous savons que la pratique est autre - le président de la République est un arbitre au-dessus des partis, qui est, du fait de cette situation éminente, le garant de la cohésion nationale. Michèle Alliot-Marie a rappelé cette vérité, qui était l'évidence dans les formations issues de la tradition gaullienne et qui avait été acceptée par la plupart des dirigeants de la gauche lorsque François Mitterrand était à l'Élysée.

Implicite ou non, cet accord sur le principe a été brisé par l'adoption du quinquennat, voulue par Valéry Giscard d'Estaing et Lionel Jospin et finalement acceptée, comme tant d'autres perversités politiques, par Jacques Chirac.

Michèle Alliot-Marie a pu vérifier à Lyon que la réduction de la durée du mandat présidentiel a provoqué une énorme faille dans notre dis-

positif institutionnel. Nicolas s'y est engouffré et a prononcé des paroles qui sonnent comme une condamnation à mort de la V^e République :

« *Le président de la République n'est pas un arbitre au-dessus des partis, qui marche sur les eaux parce qu'il a été élu* » [...] « *Le président, c'est un leader qui a le courage de dire avant les élections tout ce qu'il pense et tout ce qu'il fera* » [...] « *ce n'est pas un homme qui se dissimule derrière un conseiller ou derrière un Premier ministre.* »

Ainsi, Nicolas Sarkozy efface l'article 5 de la Constitution (rôle arbitral du président de la République), nie le rôle du Premier ministre et de son gouvernement et fait comme s'il pouvait disposer à son gré de l'Assemblée nationale qui sera élue en juin prochain. Autrement dit, sa conception aboutit à ériger un hyper Premier ministre : c'est la logique du quinquennat, mais poussée à l'extrême dans la version délirante qui en a été donnée à Lyon.

Arnaud Montebourg voudrait édifier sur les ruines de la V^e République un parlementarisme dérégulé - mais il n'aura pas le pouvoir. Nicolas Sarkozy veut quant à lui détruire notre monarchie élective par l'autocratie et il peut en avoir les moyens s'il est élu en mai prochain. Contre lui, que la fraction gaulliste de l'UMP se mobilise !

Yves LANDEVENEC

Jeudi-Noir

De jeunes candidats à la location confrontés à la hausse vertigineuse des loyers parisiens dénoncent avec force et humour le scandale du logement.

Le Happe-Ninnegue, que nos amis anglais traduisent approximativement par *happening*, c'est l'acte théâtral instantané qui se produit d'ordinaire dans la rue.

Les militants de *Jeudi-Noir* ont réinventé ce mode d'expression, très prisé dans les années soixante-dix, en lui donnant un sens politique sans que le caractère festif soit pour autant perdu.

Pourquoi le jeudi ? Parce c'est le jour où l'on dévore le journal d'annonces de *Particulier à particulier*.

Pourquoi ce jour est-il marqué d'une pierre noire ? Parce que les jeunes candidats à la location perdent du temps à visiter des studios minuscules offerts à des prix inabordables.

Pour échapper aux quêtes solitaires et désespérantes, ces victimes de la spéculation se sont réunies pour sensibiliser les pouvoirs publics et les citoyens. Moyens : la prise de contrôle d'une surface à louer, l'organisation d'une fête - à laquelle le propriétaire est invité - avec mousseux, cotillons, musique (disco), prise de photos et tournage d'une vidéo. Le tout est diffusé sur la Toile (1). En compagnie de *Jeudi-Noir*, les internautes peuvent donc visiter, entre autre, un banal studio de 15 m² loué pour 850 euros !

On aurait tort de prendre ces actions festives pour un simple défolement.

Jeudi-Noir diffuse de solides analyses du marché du logement. Le collectif souligne que les jeunes sont particulièrement frappés par le coût du logement (les moins de 25 ans y consacrent 22 % de leurs revenus) qui ne cesse d'augmenter parce qu'on laisse jouer l'offre et la demande sans appliquer les lois existantes : alors qu'il y a 136 000 logements vides à Paris (un sur dix !) et deux millions dans la France entière, la taxe sur les logements vacants est faible (10 % de la valeur locative) et mal appliquée et les réquisitions possibles ne sont pas effectuées.

Pour en finir avec cette situation intolérable, *Jeudi-Noir* avance 23 propositions. Outre l'augmentation de la taxe sur les logements vacants et le recours aux réquisitions, le collectif demande le rétablissement de l'impôt sur la plus-value pour les résidences principales, la réforme du 1 % logement, la remise à plat du système de l'aide au logement.

L'annonce par le Premier ministre d'un moratoire des loyers l'année prochaine a été saluée comme une première victoire. Pétilillante, la lutte continue...

Annette DELRANCK

(1) www.Jeudi-Noir.org - La révolte des jeunes en galère contre le logement trop cher. Contact : info@jeudi-noir.org - Tél. 06 20 21 10 53.

Chevènement

Le citoyen Chevènement jette l'éponge. Le ci-devant candidat à la présidentielle, qui déclarait encore récemment que rien ne l'arrêterait, rentre dans le rang. N'est pas de Gaulle qui veut pour accepter, au nom de ses idées, une *traversée du désert* et en payer le prix. Il faut rester sur le devant de la scène à tout prix... même à celui d'un reniement. Le *républicain intransigeant* va toucher ses 30 deniers (dix circonscriptions *gagnables*) pour son ralliement à Madame Royal et à la social-médiocratie.

En 2002 nous avons soutenu cet homme qui paraissait vouloir sortir des clivages habituels pour mener une politique de progrès, de justice sociale et de réel patriotisme. Humilié de n'être pas au second tour, le PS l'avait alors accusé d'être responsable d'un échec qui n'était dû qu'à sa propre médiocrité. Le référendum sur la *constitution* européenne a montré qu'il y avait une place pour ceux qui ont le courage de risquer leur avenir politique immédiat, de dire *non* et de faire des propositions au pays.

Au lieu de cela, Chevènement a préféré, dans un marchandage indigne qui rappelle fâcheusement la IV^e République et contribue à affaiblir la démocratie, obtenir le pardon de ses amis socialistes... et quelques circonscriptions. Retour à la normale, en quelque sorte. La *candidature* de Jean-Pierre Chevènement n'était donc destinée qu'à faire monter les enchères. Banalisé, il va pouvoir continuer à exister... en apparence. Seul son fantôme lui survivra dans le marécage politicien. L'euro est fort, le denier monte... Dormez tranquilles, braves gens.

Alain SOLARI

Votre Sylvie voudrait, comme naguère, faire passer l'amère pilule de l'article sur la conjoncture économique par une présentation plaisante de quelques chiffres significatifs, assortie de critiques soigneuses relevées de menues insolences.

Hélas, les notes de synthèse, les courbes et les déclarations ministérielles ont ces temps-ci pour seul effet de lui vider l'esprit. C'est comme si, gagnée par la folie qui s'est emparée des hautes classes, elle se dédoublait sous forme de deux machines. Cette impression étrange survient après la lecture d'un communiqué de la Banque Centrale européenne ou pendant une prestation télévisée du Premier ministre. Les deux machines se mettent en marche : d'abord Sylvie, la caisse enregistreuse des *données* débitées en langue de bois, puis Fernoy la machine à coudre des remontrances.

Les deux machines sont tournées vers l'écran de télévision sur lequel s'affiche le sourire des très hauts dirigeants. Mince sourire de Jean-Claude Trichet annonçant une nouvelle hausse des taux ; sourire éclatant de Dominique de Villepin ; sourire réjouit de Thierry Breton. S'agit-il du sourire des bienheureux qui vivent dans un monde où, en dépit des apparences, les choses vont de mieux en mieux ? Ou du sourire forcé de ceux qui ont appris de leurs maîtres en communication comment on cache son inquiétude quand on paraît en public ?

Nous le saurons à la fin des fins mais, pour l'heure, ces mines réjouies ou du moins satisfaites ne peuvent qu'exas-

pérer l'auditoire. Mentent-ils, ou se mentent-ils à eux-mêmes ? Sans doute un peu des deux : s'ils arrangent la réalité avec de *bons chiffres*, c'est aussi pour se rassurer.

Pendant quelques mois, la gouvernance a pointé avec des accents de triomphe les chiffres qui attestaient la baisse du chômage - du moins celui qu'indique la statistique officielle. Mais le nombre de personnes privées d'emplois a augmenté en octobre dernier et l'on préférerait, en décembre, se réjouir d'une croissance du PIB de 0,6 % au quatrième trimestre - sans attendre qu'il soit terminé.

Ces chiffres s'enregistrent dans la mémoire saturée de votre pauvre Sylvie qui, automatiquement, en ajoute d'autres : la production industrielle est en baisse constante depuis deux trimestres consécutifs (- 0,5 % au troisième, - 0,3 % au quatrième probablement) ce qui signifie que nous sommes dans une phase de récession industrielle. Or nous n'avons guère de chances d'en sortir l'année prochaine : faiblesse de l'investissement, baisse du pouvoir d'achat des Français, surtout dans les classes populaires et les classes moyennes, médiocrité d'une consommation interne soutenue par un crédit très cher.

Notons que le taux d'endettement des ménages connaît depuis 2002 une hausse très

alarmante (il atteint près de 18 % du revenu disponible) et que leur taux d'épargne est en baisse vertigineuse depuis 2003 (il est cette année inférieur à 14,5 %). Le fameux *moteur* de la consommation des ménages, qui *tire* la croissance, fonctionne avec le pire des carburants.

N'oublions pas non plus d'enregistrer une baisse de 0,7 % des exportations françaises au troisième trimestre, qui confirme la dégradation de notre commerce extérieur.

Mais Dominique de Villepin souriait au soir de la conférence sur l'emploi et les revenus, tenue le 14 décembre. Et Jean-Claude Trichet souriait en annonçant qu'une nouvelle fois le principal taux de la BCE était relevé...

La caisse enregistreuse a terminé son travail. La machine à coudre des remontrances est usée : cent fois, elle a craché que l'euro fort était facteur de délocalisation et de chômage. Cent fois, elle a dit que le gouvernement français, comme d'ailleurs l'euro-groupe, était incapable de limiter en quoi que ce soit les pulsions suicidaires des banquiers centraux. Ces hallucinés sont en train de nous détruire et ils finiront par détruire le système euro dont ils attendaient divers miracles (harmonisation des économies, croissance magnifique, passage à l'Europe politique) qui ne se sont pas produits.

Les oligarques sourient. Les citoyens trinquent. Et il faudra répéter, mois après mois, que nous courrons au désastre.

Sylvie FERNOY

Du Bronx à Tocqueville

Le départ de Rumsfeld et de Bolton donne rétrospectivement raison à Colin Powell. Mais il est trop tard.

«C'est au château de Tocqueville (dans la presqu'île du Cotentin) que l'ancien secrétaire d'État américain, Colin Powell, a reçu des mains de Valéry Giscard d'Estaing le 12^e prix Alexis de Tocqueville. Une belle occasion pour célébrer l'amitié franco-américaine.» (La Manche Libre).

La cérémonie en date du 30 novembre dernier récompensait en l'occurrence le propre auteur de son autobiographie intitulée *Un enfant du Bronx* (1). Le prix Tocqueville est en effet un prix littéraire. Le jury a vu dans ce livre le symbole du mythe américain tel que décrit dans *La démocratie en Amérique*. Tocqueville, comme l'a rappelé Colin Powell, avait su, trente ans avant la guerre de Sécession, déceler dans le problème noir l'un des plus graves défis de l'Amérique. Le parcours de Powell, fils d'immigrés jamaïcains ayant grandi dans un ghetto noir de New York, le Bronx, est exemplaire. Il s'est entièrement réalisé via l'armée, comme pour beaucoup d'immigrés, aujourd'hui essentiellement hispaniques. Sa gloire fut subitement manifestée lors de son commandement de la première guerre du Golfe. Son itinéraire aurait été encore plus exemplaire s'il avait été poursuivi jusqu'à la magistrature suprême. Il en fut question en 1995 ne serait-ce qu'à la vice-présidence. En réalité, nommé par Bush aux affaires étrangères plutôt qu'à la défense, pris en tenaille entre

Rumsfeld, Wolfowitz (aujourd'hui président de la Banque Mondiale) et Bolton (qui vient d'être retiré de son poste de représentant permanent à l'ONU), écrasé par le vice-président Cheney, il dut boire le poison jusqu'à la lie en défendant une cause impossible à l'ONU, brandissant le fameux flacon d'anthrax pour accréditer la présence d'armes de destruction massive. On le traîna dans la boue en l'accusant de concessions faites à la France. La reconnaissance de la Manche est donc bienvenue.

Son successeur, Condi Rice, dont on annonçait monts et merveilles, est également rentrée dans l'ombre. Fille de pasteur du Sud profond, elle est plus représentative de l'Amérique noire que Colin Powell ou que le nouveau sénateur noir de Chicago, Barack Obama, ce dernier aussi un immigré de la seconde génération, fils d'un père kenyan. Peut-être Rice, universitaire de haut vol, s'attelle la treizième ou quatorzième lauréate du prix Tocqueville lorsqu'elle aura quitté l'administration et écrit à son tour son autobiographie.

Outre le racisme en Amérique, le jury a sans doute voulu par un clin d'œil viser la politique suivie par l'administration Bush au Moyen-Orient et spécialement en Irak. Il n'en fut pas question apparemment dans les discours, nécessairement consensuels en pareille occasion. Mais chacun a en mémoire le grand projet de démocratisation du Moyen-Orient échafaudé par les néo-conservateurs, en 2003, présenté en raccourci comme le

passage de Saddam à Tocqueville. Un autre candidat potentiel pour le jury du prix en question pourrait être demain l'auteur d'une *démocratie en Arabie*.

Il aurait été fort utile d'entendre Colin Powell sur le rapport Baker. Le château de Tocqueville ne se prêtait pas à ce genre de digression. Comme toujours dans ce genre de situation limite, toutes les solutions sont mauvaises. Sur qui Bush va-t-il pouvoir aujourd'hui s'appuyer pour réparer les erreurs commises par ceux dont il vient de se séparer ? Après avoir eu recours aux conseillers de son père, comme Baker, rappellera-t-il Colin Powell ? Celui-ci n'est sans doute pas assez poire pour accepter une nouvelle fois d'être le dindon de la farce.

Les Irakiens aussi ont compris. Ils n'attendent plus les Américains. Ils savent que leur destin est entre leurs mains. Les autorités de Bagdad ont pris langue avec Téhéran et Damas. Beyrouth va s'aligner. Il est possible que la guerre civile reprenne chez les Kurdes. Bref l'Orient éternel. L'Empire américain n'a plus qu'à réorganiser ses forces pour protéger le territoire américain et les intérêts américains. Il n'a pas les moyens ni surtout la volonté d'être un Empire. Tocqueville et ses disciples, au premier rang desquels Raymond Aron, et désormais Colin Powell, n'ont cessé de le dire. Les États-Unis doivent redevenir la République qu'ils n'auraient jamais dû cesser d'être.

Yves LA MARCK

(1) Colin Powell - « *Un enfant du Bronx* », Odile Jacob, prix franco : 25 €. (Prix Alexis de Tocqueville).

BRÈVES

♦ **THAÏLANDE** - C'est sous une vêtue jaune (la couleur royale) que la Thaïlande s'est rassemblée derrière la couronne pour célébrer le 79^e anniversaire du roi Bhumibol Adulyadej. Après le coup d'État militaire du 19 septembre qui avait évincé le Premier ministre Thaksin Shinawatra et mis en place un nouveau gouvernement civil composé de personnes connues comme fidèles du palais, le traditionnel discours annuel du monarque à l'occasion de son anniversaire était particulièrement attendu. C'est en effet la seule fois de l'année où le roi Bhumibol juge publiquement de l'action du gouvernement en place. Cette année il a clairement évité les sujets politiques mais donné d'une manière significative son aval à la nomination du Premier ministre Surayud Chulanont, un « homme de principe » et une « forte personnalité », et... soigneusement évité toute mention de l'ancien Premier ministre évincé.

♦ **NÉPAL** - Les maoïstes et le gouvernement du Népal, en paix depuis novembre, sont parvenus à un accord sur une Constitution provisoire. Elle ouvre la voie à l'entrée des rebelles au gouvernement et à une suspension temporaire de la monarchie jusqu'à l'élection en juin 2007 d'une assemblée constituante, censée rédiger une loi fondamentale définitive. Le chef des rebelles, Prachanda, a réaffirmé sa volonté d'abolir définitivement la monarchie, mais certains partis népalais veulent laisser au roi Gyanendra un rôle honorifique, par respect pour une dynastie monarchique vieille de 238 ans. Le roi Gyanendra et la reine Komal ont, pour leur part, décidé de quitter leur palais de Katmandou pour s'installer dans le palais de Kantishwari dans la ville d'Hetauda dans le sud du pays. En revanche le prince héritier, Para, et son épouse, la princesse Himani, resteront dans leur résidence officielle dans la capitale.

♦ **BHOUTAN** - C'est devant le Conseil des ministres que le roi Jigme Singye Wangchuck a annoncé qu'il décidait d'avancer son abdicaton (prévue pour 2008) et rendu public le décret royal secret par lequel il transmettait immédiatement ses pouvoirs à son fils aîné, le prince héritier âgé de 26 ans. « *Le temps est venu pour moi de transmettre mes responsabilités à Trongsa Penlop Jigme Khesar Namgyel Wangchuck* » a déclaré le souverain ajoutant « *je suis certain qu'un avenir brillant attend le Bhoutan sous la direction d'un nouveau roi et d'un système de gouvernement démocratique adapté à notre pays* ». La première constitution du pays doit en effet être adoptée par le royaume ce mois-ci et des élections parlementaires sont prévues avant la fin 2008. Cinquième souverain de la dynastie de Wangchuck qui règne depuis décembre 1907 sur le Bhoutan, le nouveau roi a reçu une formation très complète aux États-Unis et en Angleterre et été associé très tôt par son père aux prises de décision. Selon ses proches, c'est un homme à forte personnalité et très populaire auprès des Bhoutanais.

Guerre au Liban



Diplômé de Sciences-Po, Docteur en géopolitique de l'Université Paris VIII, conférencier à l'Institut des Hautes études de la Défense nationale, Frédéric Encel dirige un séminaire à l'Institut d'Études politiques de Rennes et est professeur de relations internationales à l'ESG-Paris.

Nous avons régulièrement rendu compte des ouvrages de ce spécialiste du Proche-Orient, qui fut notre invité à l'occasion de la publication de sa « Géopolitique d'Israël ». Nous sommes heureux de faire écho à son analyse de la dernière en date des guerres du Liban.

■ **Royaliste : Quel est le bilan de ce qu'on appelle la deuxième guerre du Liban ?**

Frédéric Encel : Quand des forces arabes entrent dans ce pays, on ne parle pas de *guerre du Liban*. Quand ce sont les forces israéliennes, on parle de *première* et, depuis l'été, de *deuxième guerre du Liban* - en oubliant curieusement toutes celles qui se sont déroulées sur le territoire libanais dans le cadre de la grande guerre civile commencée en 1975.

Cela dit, le bilan est mitigé : la guerre de l'été 2006 n'a pas été gagnée par Israël mais elle a été perdue par le Hezbollah.

Presque tous les observateurs, de toutes croyances et opinions, ont adopté le prisme déformant des Israéliens : lorsque Tsahal ne remporte pas une guerre en six jours en écrasant l'adversaire et en conquérant de vastes territoires, les Israéliens considèrent qu'ils ont subi une terrible défaite. Mais vous re-

marquerez que la guerre en six jours ne s'est déroulée qu'une seule fois, du 5 au 10 juin 1967. Tout était alors différent : la situation internationale, les adversaires, les buts de guerre.

■ **Royaliste : Rappelez-nous les objectifs énoncés par le Premier ministre israélien en juillet dernier.**

Frédéric Encel : Le 12 juillet, Ehud Olmert annonce qu'Israël veut récupérer les deux soldats faits prisonniers par le Hezbollah et anéantir cette formation. Ces buts de guerre sont ridicules et, à l'époque, personne n'y a cru en Israël. Le Hezbollah est un mouvement dont l'évidente détermination idéologique et militaire ne pouvait qu'être renforcée par l'annonce du Premier ministre israélien. Dire que l'on va faire la guerre pour récupérer deux soldats, c'est faire monter leur *prix* de manière exorbitante et amener le Hezbollah à sacrifier un nombre considérable

de militants pour conserver ses otages.

Les buts de guerre israéliens n'ont pas été atteints : les deux soldats n'ont pas été libérés et la destruction du Hezbollah n'avait pas beaucoup de sens car c'est à la fois un parti politique, un mouvement *socio-syndical* et une organisation militaire qui comporte une branche ouvertement terroriste. Tout cela rassemble des dizaines de milliers de militants et des centaines de milliers de sympathisants, principalement chiites : nul ne pouvait songer à détruire cet ensemble, même dans sa seule branche militaire... surtout en utilisant la seule aviation !

N'importe quel officier le sait : on ne détruit pas par des bombardements aériens une guérilla nichée dans une topographie favorable et bénéficiant du soutien de la population locale.

■ **Royaliste : Pourquoi une telle erreur militaire a-t-elle été commise ?**

Frédéric Encel : Ehud Olmert a voulu revêtir la vareuse militaire de son prédécesseur et mentor Ariel Sharon - mais l'actuel Premier ministre n'a pas dépassé le grade de sergent. Son discours de matamore a été relayé par le ministre de la Défense, un syndicaliste qui est totalement ignorant dans le domaine militaire.

Outre les errements stratégiques dont je vous ai parlé, cette addition d'incompétences explique que le territoire israélien a reçu des missiles ennemis jusqu'à la dernière minute de la guerre. Enfin, le renseignement militaire a été bon - toutes les rampes de lancement adverses ont été détruites en deux heures par l'aviation - mais les bunkers proches de la frontière n'ont pas été localisés et leurs tirs ont provoqué de gros dégâts en Israël. L'excellente réputation du Mossad en a souffert.

Dernier point : le syndrome de la guerre de 1982 était encore présent dans les esprits - celle d'une opération militaire qui avait duré un an et entraîné la perte de 900 soldats israéliens. À droite comme à gauche, il n'était donc pas question d'envoyer une seconde fois des fantasmes au Liban.

■ **Royaliste : Et sur le plan politique ?**

Frédéric Encel : Sur le plan politique Israël a gagné. C'est un événement. Depuis 1948,

on dit qu'Israël sait gagner militairement les guerres mais accumule les déconvenues politiques.

De fait, en 1956, Ben Gourion et les troupes franco-britanniques battent les Égyptiens à plates coutures mais, comme ses alliés, Israël est obligé de se retirer sous la pression russo-américaine sans annexer la moindre parcelle du Sinaï - qu'il voulait occuper au moins partiellement. En 1967, le triomphe militaire est total mais le mouvement palestinien prend son essor et c'est à nouveau la guerre en 1973. En 1982, l'offensive au Liban est victorieuse mais le bilan politique est catastrophique : l'OLP est remplacée par le Hezbollah.

du matériel lourd ainsi que d'autres pays européens.

Plus important encore : la guerre de 2006 a vu se constituer la première coalition arabo-occidentale face à l'expansionnisme iranien. Vous savez que la Ligue arabe rassemble depuis 1945 vingt-deux États constitués (plus les Palestiniens) dont le Liban. L'armée israélienne bombarde durement le Liban jour après jour mais la Ligue arabe ne trouve pas deux heures pour se réunir avant trois semaines et demie. Elle se réunit au niveau des ministres des Affaires étrangères (et non des chefs d'État ce qui est hallucinant) pour appeler à un cessez-le-feu... que tout le monde réclamait !

en eaux profondes de cette côte, Beyrouth, est pratiquement sous contrôle iranien. Or l'Iran constitue une menace militaire et politique pour Israël (mais cette nation dispose de l'arme nucléaire) et pour l'Arabie saoudite, Égypte et par ailleurs le Pakistan. Les pays arabo-musulmans craignent comme la peste le mélange de nationalisme et de pan-chiisme qui est produit par l'Iran et qui définit le Hezbollah.

■ Royaliste : Comment analysez-vous le comportement de cette organisation depuis le 12 juillet ?

Frédéric Encel : L'enlèvement des deux soldats est un coup qui n'est pas dans les habitudes du Hezbollah qui était d'un pragmatisme total depuis le retrait israélien du Liban. Après le 25 mai 2000, le Hezbollah prend la place des Israéliens, respecte scrupuleusement la frontière, envoie de temps à autre un projectile dans les champs des kibboutzim à des fins de propagande car ces tirs sont filmés et largement diffusés. Il ne s'agit pas pour le Hezbollah de tuer des Israéliens - il aurait utilisé ses *Katioucha* - mais de démontrer par l'image qu'il est le seul parti politique libanais capable d'affronter l'ennemi israélien et, plus tard, de reconquérir Jérusalem. D'où son immense prestige et ses gains électoraux en 2005. La démonstration de force vaut à usage interne : le Hezbollah sait qu'il ne pourra jamais entrer à Jérusalem mais il veut prendre le pouvoir au Liban.

Dans l'agenda du Hezbollah, dans celui de la Syrie, rien ne laissait prévoir à la veille du 12 juillet un changement de tactique.

■ Royaliste : Qui porte la responsabilité de l'opération du 12 juillet ?

Frédéric Encel : J'affirme que l'ordre est venu de Téhéran. Depuis un an et demi, l'équipe gouvernementale iranienne, qui répond à la définition scientifique du fascisme, pratique sur tous les plans et sur tous les fronts la politique du pire. Or, le

13 juillet, il y avait la réunion du groupe des six (les cinq membres du Conseil de sécurité et l'Allemagne) sur la question du nucléaire iranien. D'où la mise en minorité du chef du Hezbollah, dont le pragmatisme est attesté, et le déclenchement de l'opération militaire par le conseil politique de son parti. Mais notez que, dès le lendemain, le Hezbollah informe les Allemands qu'il accepte un cessez-le-feu avec échange des prisonniers : Sayyed Nasrallah, qui avait repris la main, sentait manifestement qu'il allait encaisser trop de coups. Par la suite, on constate que le Hezbollah s'est limité à une riposte exactement proportionnelle aux offensives israéliennes et a immédiatement accepté le cessez-le-feu définitif après s'être opposé à la guerre totale voulue par les Iraniens.

■ Royaliste : Le Hezbollah a donc perdu la guerre ?

Frédéric Encel : Oui. Sur le plan militaire, il a perdu entre 60 et 70 % de ses commandos et ses armements lourds ont été détruits. Restent les *Katioucha* mais le Hezbollah a perdu le Sud Liban et ne peut plus les utiliser.

Du point de vue politique, il a perdu de son prestige : une majorité de Libanais en veut au Hezbollah et le dénonce comme parti de l'étranger : celui-ci se heurte, avec pour seul allié le général Aoun, à la coalition de Saad Hariri, de Walid Joumblatt et de Samir Geagea qui s'était rassemblée contre les Syriens en mars dernier. La partie politique est perdue pour le Hezbollah qui se trouve maintenant dans une face-à-face avec l'autre camp qui risque de plonger le Liban dans la guerre civile.

Propos recueillis par
B. La Richardais

Viennent de paraître

📖 Frédéric Encel - *Géopolitique du sionisme, stratégies d'Israël* - éd. Armand Colin, prix franco : 28 €.

📖 Frédéric Encel et François Thual - *Géopolitique d'Israël* - réédition en coll. Points essais - prix franco : 12 €.



■ Jeunes miliciens du Hezbollah à la parade.

Cette année, Israël a obtenu une victoire politique.

Depuis l'armistice avec le Liban en février 1949, les Israéliens demandent que l'armée libanaise assure son contrôle sur le territoire libanais jusqu'à la frontière avec Israël. Tel est le cas depuis cet été, alors que ce n'était même pas un des buts de guerre d'Olmert. Du coup, le Hezbollah se trouve privé de sa *zone exclusive* de libération de la Palestine, entre le fleuve Litani et la frontière israélienne. Or la possession de cette zone par le Hezbollah lui conférerait un prestige extraordinaire.

Depuis 1978, Israël demande que l'ONU crée une autre FINUL dotée de réelles capacités : la résolution 1701 a été votée en deux semaines et la France, dont on s'est moqué à tort, a envoyé des hommes et

■ Royaliste : C'est en effet étonnant.

Frédéric Encel : On s'étonne moins si l'on se souvient que dès le soir du rapt des deux soldats israéliens, le 12 juillet, la Jordanie, l'Égypte et l'Arabie saoudite, pays sunnites, ont condamné l'opération du Hezbollah. Nous avons donc trois capitales arabes qui condamnent un groupe arabe qui n'a attaqué que des militaires - ceux d'une armée qui occupe un fragment d'un territoire (les fermes de Shebaa) censé appartenir au Liban. Autrement dit, la Ligue arabe ne s'est pas prononcée contre Israël. Plus précisément : elle a laissé Israël faire le sale boulot, qui consiste à éjecter les Iraniens du Liban et de la Méditerranée orientale. Car depuis le retrait unilatéral des Israéliens du Sud Liban en mai 2000, le plus grand port

13 mai 1958

L'agonie de la IV^e République

C'est sur la fin de la IV^e République que Michel Winock, après un premier ouvrage sur le sujet, il y a presque trente ans, se penche dans cette *Agonie de la IV^e République*⁽¹⁾. Mais c'est pour décortiquer plus précisément un certain 13 mai 1958...

Ce que l'auteur a voulu étudier, ce sont « *les quelques heures qui créent une rupture, un avant et un après, dans le continuum des saisons et des jours* », avec un double objectif : insérer l'événement dans la situation historique qui lui a donné corps tout en préservant sa singularité, dans un refus de toute « *mécanique du passé* », car le 13 mai 1958 aurait fort bien pu n'être qu'une journée comme une autre.

Nul ne l'ignore : c'est bien « *la tragédie algérienne* » qui « *a été la malédiction de la IV^e République. C'est à Alger le 13 mai 1958, que s'enclenche l'engrenage qui finira par emporter ce régime issu d'une guerre et défait par une autre. Son agonie n'aura duré que trois semaines* » ... Trois semaines : c'est également à peu près la durée de l'agonie, dix-huit ans plus tôt, de la III^e, toutes deux mourant d'une guerre qu'elles n'avaient su ni prévoir, ni préparer ni assumer... Toutes deux aussi peu regrettées des Français.

Cependant, il existe un paradoxe de la IV^e République, caractérisée par une « *incurable vulnérabilité* » et pourtant « *créatrice [...] en maints domaines, d'un véritable miracle français* ». Ce qui fait du 13-Mai « *un événement politique pur* » : en effet, « *la manifestation insurrectionnelle d'Alger éclate au milieu*

d'une phase de prospérité exceptionnelle », sur les plans économique, social - plein emploi -, financier et démographique. On sait que la V^e en recueillit les fruits, de même que la IV^e avait recueilli ceux... de la période précédente - car rien n'est simple - : c'est en 1942 que la courbe démographique redémarre - en dépit de plus d'un million de prisonniers - et on sait qu'à Vichy comme à Londres, se mêle tout un personnel hétérogène et perméable - composé notamment de non-conformistes, personnalistes, planistes ou « technocrates » -, dont certains membres changeront progressivement de camp et qui aura sa part dans le redémarrage de l'économie française, avant même la fin de la guerre.

Quoi qu'il en soit, la IV^e, qui aura provoqué, pour la première fois depuis un siècle, l'intervention de l'armée dans la vie politique, meurt aussi - et peut-être avant tout - « *en raison des tares intrinsèques d'un système politique réduit à l'impuissance et, par là même, discrédité* » : devenue « *République crépusculaire* », elle n'est en effet qu'une « *version à peine améliorée de la III^e* » ; de Gaulle, il ne fut pas le seul, avait prévu la chose dès l'origine, d'où le discours de Bayeux, en 1946. Ce qui relativise l'affirmation selon laquelle la « *journée du 13-Mai est fille d'une coloni-*

sation séculaire devenue impossible » - ô divin sens de l'histoire - tout en étant, plus contemporanément, « *le fruit de cette double logique, de la guerre d'indépendance et de la guerre de résistance* », celle des pieds-noirs, et d'une armée dont Michel Winock reconnaît qu'elle croit en son rôle social auprès des populations musulmanes. Aussi l'auteur l'avoue-t-il franchement : « *La IV^e République périt de ses propres fautes. Ce régime disparaît parce qu'il n'a pas su résoudre les problèmes auxquels il était confronté.* »

Alors, coup d'État ou non ? Le rôle de De Gaulle, « *acteur majeur* », est évidemment primordial, bien qu'en retrait... De Gaulle utilise la conjuration militaire sans y participer, pour avoir la possibilité de se retirer à tout moment : « *son souhait d'une issue légale s'accompagne d'une menace insurrectionnelle qu'il ne désavoue à aucun moment de la crise* », ce qui fait écrire à Michel Winock qu'il s'agit d'« *un coup d'État al dente* » - jolie formule -, c'est-à-dire d'une journée dont les suites seront d'une « *légalité douteuse* » ou « *forcée* » mais dont la « *légitimité est certaine* » et la « *légitimation* » sera « *indiscutable* » bientôt, dans les urnes.

Mais, contrairement aux événements de 1799, 1851 ou 1940, il est vrai que « *le 13-Mai n'a pas provoqué une*

rupture des valeurs démocratiques » : « *La République est morte, vive la République !* »... Toutefois il changea « *en profondeur un modèle républicain façonné à la fin du XIX^e siècle* », d'où le soutien, noté par l'auteur, d'un Pierre Boutang, pour lequel de Gaulle « *est la seule autorité historique individuellement présente* » capable à la fois de restaurer l'État et de sauver l'Algérie française. Pour Winock qui, encore une fois, croit au sens de l'histoire, « *le réalisme de ces nationalistes n'avait que le défaut de se méprendre sur la réalité* »... jugement sévère et injuste : sur l'Algérie de Gaulle ne manifesta que progressivement ses intentions et quant à la restauration de l'État, c'est lui qui décida de ne pas l'inscrire dans la durée en se représentant en 1965, en lieu et place du comte de Paris. On connaît la suite.

Du reste, c'est en se fondant sur deux catégories maurrassiennes - que paradoxalement Pierre Boutang reprenait rarement - et en reconnaissant le bien-fondé de la démarche du directeur de *La Nation* française que l'auteur peut écrire : « *face à ce "pays légal"* » - une Assemblée nationale en butte à l'« *antiparlementarisme latent de la métropole* » que vient conforter « *l'antiparlementarisme ardent de l'Algérie* », « *le peuple souverain* » n'étant « *pas prêt à défendre la IV^e République* » -, le général de Gaulle « *peut prendre appui sur deux atouts de poids : l'adhésion à sa personne du "pays réel" et le soutien de l'armée.* »

La seconde s'en repentira bientôt. Quant au premier, il voit aujourd'hui lentement mourir dans le discrédit de son personnel politique, coupé de la Nation, une République revenue aux égarements de ses aînées.

Axel TISSERAND

⁽¹⁾ Michel Winock - « *L'agonie de la IV^e République* » - Gallimard, prix franco : 24 €.

Simone Weil ou la vraie radicalité

De Simone Weil, nous savons presque tout depuis les années d'après-guerre, où grâce à ses parents, à Gustave Thibon, au Père Perrin et à Albert Camus, furent publiées ses œuvres déchiffrées d'après ses manuscrits tous inédits. Ce fut pour un public cultivé l'occasion d'entrer dans une pensée absolue, complètement différente de tout ce qui brillait dans l'actualité intellectuelle d'alors. La jeune philosophe, morte en Angleterre en août 1943 – elle avait trente-quatre ans – n'était nullement étrangère au monde qui l'avait vu naître et grandir. Elle avait partagé ses passions, souvent ses illusions, elle s'était engagée dans ses luttes avec un sens parfois démesuré de la radicalité – qui, pour elle, s'identifiait avec l'exigence d'humanité. Précisément, c'est d'une telle exigence qu'émergera son originalité qui ne se comprend que par sa liberté farouche et surtout une force d'âme exceptionnelle. Et lorsque l'âme d'une Antigone juive poursuit l'expérience de la pensée, cela donne forcément quelque chose d'inattendu et presque de *terrible*, comme la beauté selon Rilke. En sont témoins les cahiers qu'elle écrivit durant ses derniers mois et que l'érudition universitaire nous restitue désormais avec la rigueur et l'appareil critique qui conviennent.

Les *Œuvres complètes* publiées chez Gallimard, sous la direction de Florence de Lussy aboutissent aujourd'hui à la publication d'un sixième tome contenant les ultimes cahiers tenus par Simone Weil dans son exil new-yorkais et un carnet *anglais* recueil de ses *ultima verba*. Les textes étaient connus puisque Albert Camus en avait repris l'essentiel dans sa collection *Espoir* sous le titre la *Connaissance surnaturelle*. Dans cette forme définitive, référencée, nous nous trouvons devant un texte de travail, apte à provoquer la recherche philosophique et la transmission pour les nouvelles générations. Le titre même dit comment l'auteur est complètement engagé dans ses quêtes métaphysique et spirituelle. Et pourtant, en cette fin de vie intense elle n'a pas abdiqué son engagement civique. Il faut savoir que c'est à la même période qu'elle rédige, à la demande d'André Philip son essai fameux sur *L'enracinement*, si caractéristique d'ailleurs de sa propre métamorphose politique. Mais les *Cahiers* n'en disent presque rien. J'ai tout juste relevé l'aveu d'un *crime*, lorsqu'elle confesse une *erreur criminelle* d'avant 1939 sur les milieux pacifistes et leur action. Ce qui lui arrache un cri magnifique et que personne d'autre n'aurait été capable de proférer sans ridicule ou outrageuse prétention : « *Il faut se sentir perpétuellement criminel tant qu'on n'a pas la perfection, et crier de toute son âme continuellement dans le silence pour l'obtenir, jusqu'à ce que la mort mette fin à cette torture ou que Dieu, excédé, envoie la perfection.* » Une telle confession peut expliquer sa propre mort, ne supportant pas l'exil hors de sa patrie envahie et l'impossibilité d'une résistance active et directe contre l'ennemi ! La recherche de la perfection...

Il n'est pas douteux que l'engagement est complètement inspiré par une quête supérieure qui seule peut répondre au plus ardent désir. Pourtant, la jeune philosophe est alors plus proche de la nuit mystique que de l'exaltation visionnaire. Ne médite-t-elle pas l'âpre ouvrage d'un grand mystique rhénan, Heinrich Suso, *Das Buch der Wahrheit* ? Ce disciple de Maître Eckart professe le néant de la créature et l'impossibilité d'atteindre un Dieu au-delà de toutes déterminations ontologiques. Florence de Lussy établit la correspondance de cette *voie apophasique* avec l'expérience de l'exil. Et puis le monde lui-même dans sa *spirale d'horreur et de folie* ne conduirait-il pas à la désespérance s'il n'y avait une autre interprétation possible de l'histoire, celle de l'*Apocalypse* de saint Jean que Simone commente page à page. Mais ce commentaire est comme un corps à corps, celui de Jacob et de l'Ange, où il est impossible de distinguer pensée et mystique puisque ces *cahiers* sont à la fois un atelier pour la pensée et un journal intérieur, témoin d'un combat spirituel.

L'atelier se recommande par l'ampleur de la recherche.

Simone Weil dispose à New York de l'extraordinaire *Public Library* où elle a à disposition tout ce que sa soif inextinguible de connaître la conduit à dépouiller. Rien de l'expérience universelle ne lui est étranger et elle va rechercher dans toutes les religions et sagesse des continents de quoi répondre à sa hantise de la dispersion et de l'unité, de la douleur du temps et de l'aspiration à l'éternité. Toutes les figures du panthéon sont aussi évoquées et pourtant la figure du Christ est omniprésente, archi-centrale. Simone Weil aurait-elle vécu par avance la tentation syncrétique contemporaine, celle d'un Drewermann recherchant de multiples incarnations du Verbe ? C'est douteux parce que même s'il y a chez elle l'attrait d'un certain gnosticisme, la primauté de la Révélation chrétienne est certaine. Non baptisée, elle est chrétienne du désir, inconfortablement

installée au seuil d'une Église que son impatience voudrait aussi moins imparfaite.

On a beaucoup glosé sur son impitoyable dénonciation d'Israël, son peuple d'origine pourtant, qu'elle accuse de captation du vrai Dieu. Mais elle est aussi dure pour l'Église catholique, dont elle est par ailleurs si proche : « *Rome et Israël ont fait passer dans le christianisme, mélangé à l'esprit du Christ, celui de la Bête.* » La Bête de l'Apocalypse, mais aussi le gros animal de Platon, c'est-à-dire l'idolâtrie sociale. Lectrice des Pères de l'Église, Simone Weil accroche durement saint Augustin, qui dans sa lutte contre Pélage et ses disciples, finit par exclure du salut tout ce qui ne se réfère pas explicitement au Christ. Mais ne se contredit-il pas lui-même, puisque d'autre part il admet des membres d'Israël parmi les autres peuples ? Ce faisant notre philosophe reprend une intuition tout à fait patristique, celle des germes de vérité qui se retrouvent dans les diverses cultures du monde. Intuition qui se rapporte aussi à un salut universel à la seule enseigne du Bien et de la générosité dont la figure christique demeure cependant le foyer indépassable. Lire Simone Weil c'est entreprendre une aventure exceptionnelle qui atteste la vérité de ce qu'Albert Camus affirmait en écrivant qu'elle était l'écrivain le plus important de notre temps.

■
 ☞ Simone Weil – « *Œuvres complètes – tome VI – volume 4 – Cahiers (juillet 1942 - juillet 1943)* », Gallimard, prix franco : 45 €.

par Gérard Leclerc



Michel Onfray

Un anniversaire en or

Michel Onfray a de la chance. Son esprit de petit rongeur a beau accoucher d'un Himalaya d'inepties, il se trouve des penseurs chrétiens pour ne pas le traiter de souris, mais lui répondre. Ainsi Philippe Lauria, inspiré par une charité qui n'est pas qu'intellectuelle, oppose aux baves de comptoir médiatiques de l'a-théologien, 200 pages de prose allègre constellée de pensées de Pascal génialement ajustées au dialogue que le philosophe impose à l'adversaire. *Michel Onfray éclairé par Blaise Pascal* est le sous-titre de ce livre, qui se traverse au galop comme une plaine à l'aurore.

Premier galop : l'ennemi n°1 est le *christianisme sans dieu* des Comte-Sponville et Ferry. Lauria place en vignette la tête de Nietzsche, dont Onfray à son tour, après les nazis, veut que le Zarathoustra reprenne du service... Le reste de la galopade traite de la religion comme névrose, de la Bible comme manuel de violence et, en vrac, de l'Église marâtre inquisitoriale, ennemie du savoir et de l'art (mais oui !) et de l'hystérie des convertis. Après cela, il ne restera qu'à sauver le surhomme, non pas de l'ivresse des sommets, mais des fièvres du marais libéral-libertaire...

Au terme de cet essai, Lauria ne livre personne au bras séculier, mais propose le récit d'une série de conversions, d'Alphonse Ratisbonne à Pascal lui-même en sa *nuit de feu* ... Au cas où un Monsieur Homais tomberait de cheval pour se réveiller Paul de Tarse. Après tout, c'est un pari pascalien à tenter.

Luc de GOUSTINE

Philippe Lauria - « *Le Dieu caché* », Cep éditeur, prix franco : 20 €.

L'année qui s'achève a vu se dérouler, outre-Rhin, un très grand nombre de commémorations. Point de repentance tonitruante, cependant, pour nos voisins.

Depuis longtemps déjà, et certes poussés par une histoire qui ne leur fait pas de concession, nos amis allemands savent choisir les dates qu'ils doivent célébrer, avec une sagacité qui peut nous surprendre.

Zoom sur le passé. Les caméras des journaux télévisés aiment nous montrer ces reportages hauts en couleurs, avec *les gens*, c'est-à-dire souvent de simples particuliers, célébrant en costumes d'époque tel ou tel événement du passé. Le soixantième anniversaire du débarquement avait comporté ce lot d'images de la *France d'en bas* qui se souvient. Mais en regardant l'avenir de quelle manière ? C'est justement à cette question que répondent les commémorations que vient de connaître l'Allemagne cette année. On a vu l'anniversaire de deux grands événements de l'histoire nationale allemande. Le premier est la série de batailles napoléoniennes qui a abouti à la fin du Saint Empire romain germanique, que le second célèbre justement avec la célèbre Bulle d'or de 1356, qui en posait les structures pour plusieurs siècles.

« *Mon amie*, écrivait Napoléon I^{er} à Joséphine, le 15 octobre 1806, *j'ai fait de belles manœuvres contre les Prussiens et j'ai gagné hier une grande bataille* ». Certes, le destin de l'Usurpateur n'est pas pour passionner le rédacteur de *Royaliste*, mais l'usage qu'il est fait du souvenir de ce qu'il relate, par nos amis de Cologne, Mayence, Coblenche et d'autres villes doit piquer

notre curiosité. Des Allemands d'aujourd'hui ont coiffé les bonnets de grognards et sont allés crapahuter dans les plaines d'Europe du Nord pour commémorer l'épopée napoléonienne, qui, nous, ne nous intéresse guère.

Notre conscience européenne nous invite à réfléchir sur la manière dont ils ont procédé. C'est avec le souci du détail qu'ils ont reconstitué à Iéna, une des victoires les plus éclatantes de Napoléon : pas tant, certes, celle de ses 80 000 hommes face aux 45 000 du prince de Hohenlohe, que le prodige, secondaire déjà aux yeux des propagandistes de l'époque, de l'armée de Davout, qui immobilise le même jour le gros des forces ennemies de l'empire français à Auerstedt : 27 000 soldats contre 56 000.

« *Napoléon souffla sur la Prusse et la Prusse cessa d'exister* » devait s'émerveiller Heinrich Heine. Réflexe peu compréhensible que de tomber en admiration devant l'envahisseur, pour des patriotes allemands d'hier comme d'aujourd'hui. C'est que la défaite a une autre signification dans la mémoire allemande que dans la nôtre. Avant d'autre dans leur histoire, elle sonnait comme une libération. Depuis juillet 1806, la création de la Confédération du Rhin avait marqué la fin du Saint Empire romain germanique, mais surtout la fin de L'Ancien Régime. Avec cette première chute de Berlin, c'était la construction d'un État moderne qui commençait, en Prusse, ame-

nant l'abolition du servage, la constitution d'une armée nationale et la création d'une première université.

Cette fin du Saint Empire a donné lieu, en 2006, à deux importantes expositions : l'une à Magdeburg sur le Moyen Âge, l'autre à Berlin à propos de l'époque moderne. La Bavière avait ouvert l'année avec une exposition sur l'amitié franco-bavaroise à Munich, reprise depuis aux Archives nationales à Paris. En Thuringe même, lieu de la bataille d'Iéna, une année de la France est organisée. Cette profusion de célébrations franco-allemandes révèle une profonde dissymétrie avec le 650^e anniversaire de la constitution des structures fédérales de l'Allemagne.

En 1356, était rédigée une *loi impériale* par l'empereur Charles IV, scellée à l'or, d'où le nom *Bulle d'or* donné au document. Pour neuf siècles, étaient fixés les règles de la succession, de l'équilibre des pouvoirs entre différents territoires, et la répartition des institutions impériales dans plusieurs villes, l'acte commençant par une formule rapportée des Évangiles : « *Tout royaume divisé en lui-même est promis à la désolation* ». Un si important document, le code génétique de l'Allemagne contemporaine pourrait-on dire, n'a donné lieu qu'à une exposition tenue à Francfort. Comme un pressentiment pour les Allemands d'aujourd'hui que ce qui doit nous unir ressort d'avantage de nos sentiments nationaux que d'un quelconque rêve fédéraliste. Beau gage d'avenir pour une Europe qui se cherche à nouveau.

Christophe BARRET

***Nous vous invitons à venir
trinquer avec nous au***



POT DE NOUVEL AN

le SAMEDI 6 JANVIER

à partir de 17 h 30 et jusqu'à 19 h 30

dans les locaux de la NAR

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

A 18 h 30 allocution de Bertrand Renouvin

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 17 et 18 mars 2007. Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 17 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, **"La politique du logement"** et, d'autre part, **"La représentation nationale"**

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

Un nouveau CD de chansons royalistes **« Vendée 1792-1796 »** est disponible. 72 minutes d'audition et un livret avec toutes les paroles et des notices historiques. Prix franco : 21 €.

FANIONS

Nous proposons des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 8 €.

BOUTIQUE

Notre boutique sur internet vient d'ouvrir et n'est pas encore très bien fournie. Vous pouvez cependant déjà la visiter (<http://www.narinfo.fr.st>) et acheter en ligne divers ouvrages (en particulier tous ceux de Bertrand Renouvin) ainsi que nos nouveaux porte-clés et le CD **"Vive Henri IV"** qui peut être une bonne idée de cadeau de Noël...

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : **NouAcRoya@aol.com**
- ✓ Site internet : **<http://www.narinfo.fr.st>**
(Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : **01.42.97.42.57**
- ✓ Télécopie : **01.42.96.99.20**
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

● Mercredi 27 décembre et mercredi 3 janvier - Pas de réunion en raison des vacances de Noël.

● Mercredi 10 janvier - Reprise des réunions (sujet pas encore fixé).

● Mercredi 17 janvier - Nous recevrons **Daniel Lefeuvre** pour son livre **« Pour en finir avec la repentance coloniale »**.

RAPPEL

Vous trouverez le calendrier complet des réunions sur notre site:
www.narinfo.fr.st

et en vous abonnant gratuitement aux "Actualités royalistes" vous recevrez les invitations par courriel.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

IFCCE

Prochaine session de politique appliquée
à La-Chapelle-Saint-Luc
les 3 et 4 février 2007

« La lutte des classes »

La lutte des classes serait dépassée. Prétendre le contraire serait rendre un culte aux vieilles lunes marxistes et méconnaître la mutation libérale individualiste : clans, sectes, ethnies, genres ou communautés ont entièrement supplanté ce concept, et rendu sa fonction dialectique caduque en même temps que toute praxis révolutionnaire. Bourgeois de tous pays, dormez sur vos deux oreilles !

L'idée incongrue nous est venue de fouiller dans les poubelles de l'histoire... et découvrir que Marx, loin d'être l'inventeur du concept, l'avait puisé chez Guizot. Dès lors, il est permis de s'interroger sur la validité qu'il conserve en toutes circonstances dans la vie des sociétés humaines. Et pourquoi pas dans la post-modernité présente ? Aujourd'hui, de quelles « classes » peut-il s'agir ? A quel type de conflits, déclarés ou larvés, se livrent-elles ? Y aurait-il une ou des révolutions possibles, voire souhaitables, à la clé de leur affrontement ?

Sociologues et politiques en débattront pour et avec le public des sessions de politique appliquée de l'IFCCE, à La-Chapelle-Saint-Luc, les 3-4 février 2007.

Principaux intervenants : Emmanuel TODD, Pierre-Paul ZALIO, Bertrand RENOUVIN.

Tous renseignements sur le site de l'IFCCE : <http://www.ifcce.fr.st> et possibilité d'inscription en ligne ou en nous téléphonant (01.42.97.42.57) pour demander à recevoir le dépliant de présentation.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Protéger l'Europe

Enfin de bonnes nouvelles ! Certes, la crise française et européenne reste d'une angoissante acuité mais les projets de renaissance entrent dans le débat public et ne sont plus ignorés par les dirigeants politiques.

La preuve ? C'est Emmanuel Todd qui a ouvert la conférence sur l'emploi tenue le 14 décembre à l'initiative du Premier ministre. Cela signifie que le gouvernement, le patronat et les syndicats sont maintenant saisis du projet protectionniste qui leur a été présenté en termes simples et percutants par un chercheur – à la fois historien, anthropologue et démographe – qui s'appuie sur des bases très solides.

La veille de cette conférence, le public de nos Mercredis parisiens débattait avec Hakim El Karoui (1) et Emmanuel Todd de cette même question – déjà envisagée voici plus d'un an avec Jean-Luc Gréau (2). Au début des années 1990, quand triomphait l'idéologie libre-échangiste, nous avons fait écho à la critique décisive qu'en faisait Maurice Allais, prix Nobel d'économie, théoricien libéral dénoncé comme *ringard* par les ultra-libéraux et victime d'un ostracisme parfaitement scandaleux.

Le temps de la censure et du mépris est terminé. L'idéologie ultra-libérale a volé en éclats sous les coups des disciples de Keynes et des élèves de François Perroux, le dogme libre-échangiste ayant été détruit par ceux qui avaient une véritable intelligence du libéralisme économique. Il est démontré que le libre-échange est facteur de désindustrialisation, de chômage et d'appauvrissement – tous dé-

sastres dont les ouvriers, les employés, les cadres et de très nombreux chefs d'entreprise français et européens ont l'expérience quotidienne et douloureusement concrète.

L'heure des propositions a sonné. Les animateurs du nouveau courant libéral français réclament une protection de l'économie européenne, dont l'agressivité commerciale chinoise souligne l'urgence. Nous savons que le protectionnisme n'est pas



l'autarcie : le journaliste de *Libération* qui affirme qu'Emmanuel Todd et ses amis veulent bâtir « une muraille contre la Chine » n'a manifestement pas lu Hakim El Karoui, pour qui la protection économique fonctionne comme une écluse : il ne s'agit pas d'interrompre, mais de régulariser des flux.

Cette politique de protection permettra de réindustrialiser la France et l'Europe, de relancer la demande par augmentation des salaires, de revenir au plein emploi et de reprendre le projet de bien-être pour l'ensemble de la société. L'exigence protectionniste peut donc rassembler toutes les catégories de travailleurs, maints patrons, de

droite et de gauche – et se diffuser chez nos voisins européens.

Nous n'ignorons pas que la partie est difficile : il faut convaincre les futurs dirigeants français, les obliger à tenir des promesses encore hypothétiques puis les soutenir lorsqu'il s'agira d'entraîner les chefs de gouvernements européens. Nous continuerons de participer à l'action en faveur de la protection de l'Europe. Mais le combat commun n'exclut pas la réflexion et la confrontation sur les perspectives générales.

Nous l'avons dit l'autre soir à Hakim El Karoui :

La protection économique doit être conçue à l'échelle du continent européen, ce qui suppose l'unité d'action avec la Russie et la Turquie, qui sont des éléments décisifs de l'équilibre européen ;

Pas de remède à la paralysie de l'Union européenne sans la révolution institutionnelle qui fera naître la confédération des États européens (3) ;

Pas de protection solide de notre continent sans définition d'une nouvelle politique monétaire européenne, qui suppose la mise en question de la Banque centrale européenne et un examen lucide des effets de l'euro.

Quelle que soit l'intensité des débats, un fait est acquis depuis le référendum de 2005 : une large majorité de Français de droite et de gauche est prête à reconstruire sur les décombres d'un ultra-libéralisme qui est, dans sa théorie et dans sa pratique, massivement récusé.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. dans *Royaliste* n° 890 notre analyse de son livre : *L'Avenir d'une exception*, Flammarion, 2006.

(2) cf. *Royaliste* n° 859 et les articles de Jean-Luc Gréau, Edouard Husson, Hakim El Karoui dans *Le Débat* n° 141, septembre-octobre 2006.

(3) Pour plus de précisions, consulter sur notre site www.nartinfo.fr la motion sur l'Europe adoptée en 2004 par le 23^e congrès de la NAR.